

# LA DIRECTION REFUSE DES ÉLECTIONS COMMUNES SCAP/WAM

Publicis a fait appel, ce mardi, de la décision du tribunal d'instance d'Asnières demandant l'élection d'un comité social et économique commun aux sociétés WAM et SCAP. Pour le juge, nos deux entreprises constituent une unité économique et sociale (UES), ce qui entraîne automatiquement des élections. En voulant fusionner les deux sociétés, Publicis reconnaît pourtant que la nature des activités réalisées est la même !

**Si la direction fait appel, c'est donc pour une seule raison : empêcher les salariés WAM d'être représentés, au même titre que ceux de SCAP.**

## Déni de démocratie !

Publicis veut que le CSE de SCAP représente l'ensemble de l'entreprise, mais comment accepter ce tour de passe-passe ?

**Quelles garanties la CFDT de SCAP a-t-elle donné à la direction pour qu'elle tienne tant à la garder comme seule interlocutrice ?**

Compte tenu de la taille de la nouvelle entreprise, nous devrions avoir 11 élus, or les élus SCAP ne sont que 7 !

Une fois encore, la direction veut donc le beurre - la fusion - et l'argent du beurre - pas de représentants des salariés fusionnés.

**Où est le dialogue social tant vanté par certains syndicats ?**

Aucune information aux élus WAM lors de la consultation sur les orientations stratégiques de l'entreprise, deux mois avant l'annonce de la fusion !

Refus de la direction de négocier un accord malgré une pétition très largement signée par les salariés de WAM concernant le maintien de l'emploi, le montant de la participation, la mobilité, la représentation des salariés de WAM au CSE !

Lors du CE extraordinaire WAM du 28 juin, la direction a admis n'avoir pas encore chiffré les gains attendus de la fusion !

SCAP versera une redevance à la société WAM de 6% du revenu, mais quel est le chiffre exact ?

La fusion aura-t-elle réellement un coût ?

Tant de questions sans réponse des élus de WAM, pourquoi si peu de questions au CSE de SCAP ?

## Depuis le mois de mars :

- Pas d'avancée lors des négociations annuelle obligatoire (NAO).
- Pas de prime qui compensera la participation de 0 euros chez SCAP puisqu'il n'y a pas de lien.
- Pas d'augmentations envisagées.
- Un intéressement ridicule en 2018.
- Des postes supprimés.
- Le print laissé à l'abandon.

Nos élus SCAP ne semblent pas trop concernés par cette fusion et par notre avenir... Ne pourraient-ils pas faire, eux aussi, le choix démocratique de démissionner en bloc afin de forcer de nouvelles élections incluant WAM ?

**Salariés SCAP/WAM, nous sommes dans le même bateau.**

Seule la direction y trouvera un bénéfice !

Pour défendre nos intérêts et nos droits, seule la solidarité entre salariés permettra de faire pression sur la direction.

